



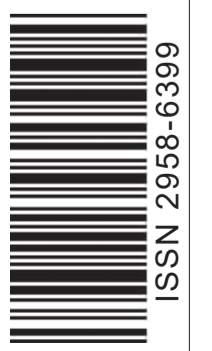
DELCAT IDENGO, ÉNIÈME MARTYR DE LA BARBARIE RWANDAISE

Une voix s'est éteinte. Pas n'importe laquelle : celle de Delphin Katembo, alias Delcat Idengo. À 27 ans, ce chanteur de la révolte et de l'engagement populaire a été retrouvé assassiné par balle, ce jeudi 13 février, à Kilijiwe, dans le nord de Goma. Il tournait alors un clip pour sa dernière chanson, Bunduki za kwetu (Les armes de chez nous, en swahili), un titre incandescent dénonçant sans détour l'occupation du Kivu par l'armée de Paul Kagame. Son sort tragique s'ajoute à la longue litanie des martyrs congolais, fauchés pour avoir osé dire la vérité.

PAGE 2



LE PARLEMENT EUROPÉEN DEMANDE À BRUXELLES DE FRAPPER KIGALI **PAGE 7**



HYDROCARBURES

RDC - Trafigura : vers le développement du secteur énergétique **PAGE 9**



BI-HEBDOMADAIRE
D'INFORMATIONS
GÉNÉRALES

Avenue Tombalbaye n°51,
Immeuble Masamba, local 80,
Gombe-Kinshasa

Courriel
ouraganfm1@gmail.com,
jricumande@gmail.com

Site web : www.ouragan.cd
Numéro Impôt: A1804527R
Id. Nat: 01-173-N-299119C
RCCN: 18-B-00-283
ISSN: 2958-6380 / 2958-6399

Compte bancaire
05100051010105248020270

Fondateur
JEANRIC UMANDE

Directeur Général
JEANRIC UMANDE
+243 993171277

Directeur de Publication
ALEXIS EMBA
+243 901920146

Rédacteur en Chef
PATRICK MPUTU
+243 825353638

Rédacteur Adjoint /
Rubrique culture
St HERVE M'BUY
+243 815876256

Chef rubrique Economie
GABY KUBA
+243 810058951

Secrétaires de Rédaction
RICHARD NTUMBA, LANDRY AMISI
& KOKOLO JEAN

Rédaction Générale
ATHANASE MWENGE, GRADY MUGISHO
DAN KALALA, RICHARD NTUMBA,

Correspondants
FAUSTIN KUMBI (Tshikapa),
JONATHAN KALIKO (Beni),
KADHAFI NTIKALA (Mbandaka),
FIDEL AMACHO (Kisangani),
MARTIN TSHIMANGA (M'BUJI-mayi)
ISAAC KOMBOLI (Gbadolite),

Maquette & Mise en page
SISQO NDOMBE A.

Pao & Webmastering
BECKEN KASONGO
Designer / Photographie
PAPY BAMBOLE
& YOUSSEF BRANH

Messagerie & Production
Jean-Claude KAMBA

Commercial
ERIC KALEMBA
0819579205

Delcat Idengo, énième martyr de la barbarie rwandaise



L'artiste révolutionnaire Idengo est assassiné à Goma. #Photo Droits tiers

Une voix s'est éteinte. Pas n'importe laquelle : celle de Delphin Katembo, alias Delcat Idengo. À 27 ans, ce chanteur de la révolte et de l'engagement populaire a été retrouvé assassiné par balle, ce jeudi 13 février, à Kilijiwe, dans le nord de Goma. Il tournait alors un clip pour sa dernière chanson, Bunduki za kwetu (Les armes de chez nous, en swahili), un titre incandescent dénonçant sans détour l'occupation du Kivu par l'armée de Paul Kagame. Son sort tragique s'ajoute à la longue litanie des martyrs congolais, fauchés pour avoir osé dire la vérité.

La vidéo qui circule est d'une violence glaçante. Delcat, vêtu d'un pantalon militaire, les bottes encore au pied, gît sur les pierres acérées des laves volcaniques. Inerte. Le visage livide. Le silence l'a englouti. C'est une certitude : le natif de Beni ne chantera plus. Son assassinat, brutal et sans appel, est la signature de ceux qu'il dénonçait sans relâche.

Dans « Bunduki za kwetu », publié la veille de son exécution, le reggae insurgé d'Idengo n'avait pas mâché ses mots : M23, ADF... derrière ces sigles barbares, un même visage, une même volonté d'asservissement. Plus loin, il lançait cet avertissement prophétique : « Vous nous avez rendus étrangers chez nous, mais au fond de vos cœurs, nous savons que vous avez peur de nous. Sachez que votre aventure s'arrête ici ». Des paroles trop incisives qui ne passent pas pour les cruels exécutants de Paul Kagame. Le couperet est

tombé, l'exécution fut brutale. Préparée. Préméditée. Preuve que dans l'est du Congo, chanter la vérité vaut la mort. Un châtement sévère auquel recourt à tout bout de champ le corps expéditionnaire rwandais.

->L'INDIGNATION FACE À LA BARBARIE RWANDAISE-<

Dans la foulée, l'indignation a enflammé le pays. À Beni, sa ville natale, des manifestations ont éclaté, dénonçant l'occupant qui, en seulement quatre jours, a déjà fauché plus de 3 000 vies congolaises. Selon l'Agence congolaise de presse, la colère populaire gronde, et l'assassinat d'Idengo vient nourrir une rage longtemps contenue.

Le ministre de la Communication et Médias, Patrick Muyaya, a salué le courage du musicien, affirmant que « le recours intempestif du M23 aux armes contre les civils ne pourra éteindre la flamme de la résistance ». Sur X, il a ajouté : « Dans la liste de nos martyrs s'est ajouté aujourd'hui Idengo

Delcat. Lui avait choisi d'utiliser sa voix et son art pour dire NON à la barbarie rwandaise sur notre territoire ». Le leader Lamuka, Martin Fayulu a pris la parole avec gravité pour exprimer son dépit : « Qui a assassiné l'artiste musicien Idengo Delcat à Goma, et pour quelles raisons ? La nation perd un patriote engagé pour la cohésion nationale. Je pleure la disparition d'Idengo. Mes condoléances à sa famille et à tous les patriotes ».

L'ASBL « Artiste en danger », profondément consternée, a fermement condamné « cet acte ignoble qui vient allonger la liste des innocents massacrés dans l'est du Congo sous le silence coupable de la communauté internationale ». L'association a appelé les capitales occidentales à « sanctionner les hommes de Paul Kagame pour les nombreux crimes contre l'humanité perpétrés sur le sol congolais ».

-PRÉSIDENT ZOBA-<

Idengo était plus qu'un chanteur.

Il était une voix incontournable de la contestation. Ses textes, brûlants d'indignation, attaquaient le M23, les ADF, mais aussi le pouvoir en place. Ses chansons étaient des manifestes : il fustigeait la corruption des élites, l'abandon du peuple et la mainmise étrangère sur les ressources du pays. Dans son avant-dernier morceau, « Président zoba », sorti dix jours avant son assassinat, il osait traiter Félix Tshisekedi d'idiot et dénonçait l'inaction du gouvernement face à la guerre. Un affront de trop ?

Sa liberté d'expression lui a coûté la prison à plusieurs reprises. À Beni, il s'était insurgé contre l'état de siège, ce qui lui avait valu dix ans de prison à Munzenze, Goma. En décembre 2023, lors d'un rassemblement de Félix Tshisekedi, la foule avait exigé sa libération. Quelques jours plus tard, il recouvrait sa liberté.

Mais le répit fut de courte durée. En août 2024, lors d'une manifestation réclamant le départ de la Monusco, il fut de nouveau arrêté. Cette fois, il s'évade, et le M23 entre à Goma. Il choisit alors de reprendre le micro comme seule arme. Il largue plusieurs chansons, « Président zoba », « Uzalendo business », « Ovulighe », « Pole pole ndio mwendo »... Mais son combat musical a été écourté par la barbarie qu'il dénonçait.

MUGISHO BASHOMBA

SCANNEZ

L'info en continu sur
Ouragan.cd





Le militant de la Lutte pour le changement (Lucha), Byamungu Katema Pierre, a été assassiné mercredi dans l'est de la RDC par le groupe terroriste du M23. #Photo Droits tiers

La Lucha condamne l'assassinat de l'activiste Pierre Byamungu par le M23

La Lucha ne décolère pas. Le mouvement pro-démocratique, de vive voix, condamné l'assassinat de son militant Byamungu par le M23.

C'est avec une profonde indignation que nous annonçons l'assassinat de notre camarade Byamungu Katema Pierre par les rebelles du groupe terroriste M23 le mercredi 12 février 2025, dans le quartier de Buziralo, village de Muhongoza, groupement de Mbinga-Sud, chefferie de Buhavu, territoire de Kalehe, province du Sud-Kivu», peut-on lire dans un communiqué parvenu jeudi à Ouragan.

Selon l'organisation, la victime a été abattue avec quatre autres paisibles citoyens, membres du conseil local de la jeunesse, une synergie d'organisations locales de la jeunesse. Il s'agit de Busime Namuhe Bolingo, Musaada Namuhe, Balole Hamuli et Daniel Kahamire. Pour le mouvement citoyen, les victimes ont été prises pour cible en raison de leur militantisme pacifique. Les cinq victimes faisaient partie d'un groupe de huit jeunes arrêtés par

le M23 et forcés à transporter du matériel pour les rebelles. Seuls ceux qui sont engagés dans des organisations militantes locales ont été retenus par les rebelles puis exécutés à bout portant l'un après l'autre.

Depuis la prise des quelques agglomérations et territoires du Nord-Kivu par le M23, les militants de la Lucha et les acteurs de la société civile sont systématiquement traqués par cette rébellion. Dans une vidéo tournée à Goma le 3 février 2025, Jean-Louis Kulu Musubagho, promu bourgmestre de la commune de Kirumba par la rébellion du M23, a clairement et publiquement proféré des menaces contre la société civile, citant notamment la Lucha. « Société civile, Lucha, ..., nous au M23, on ne veut pas de cela. Et si on te trouve, tu auras un problème », a-t-il menacé lors d'un meeting public avec des fidèles d'une église protestante de Goma.

Ainsi, l'assassinat du militant pro-démocratie et ses 4 compagnons

s'inscrit dans cette logique de terreur visant celles et ceux qui dénoncent la guerre menée par le Rwanda avec sa branche armée. Face à cette terreur instaurée par la rébellion, La Lucha exige des autorités congolaises et/ou de la communauté internationale l'ouverture immédiate d'une enquête indépendante et impartiale pour faire toute la lumière sur ces meurtres. Elle leur demande de poursuivre en justice les responsables de cet acte odieux ainsi que de toutes les exactions commises contre les populations civiles dans les zones occupées.

Le mouvement citoyen appelle toutes les parties au conflit à respecter les droits humains et le droit international humanitaire et surtout à veiller à ce que les personnes ne participant pas aux hostilités, y compris les défenseurs des droits humains, ne soient pas pris pour cible et enfin à mettre en place des mesures sécuritaires, politiques, diplomatiques efficaces et rapides pour obtenir le retrait du M23 et de l'armée rwandaise dans

des entités qu'ils occupent, tout en s'assurant que les crimes commis sont documentés et punis.

-L'ASSASSINAT N'AFFAIBLIRA PAS NOTRE ENGAGEMENT-

En dépit de cet acte odieux, la Lucha n'abdique pas. Elle reste déterminée à poursuivre sa lutte contre les injustices, les atteintes à la démocratie, le recours aux armes et les agressions contre notre pays. « Nous continuerons à nous mobiliser et à nous organiser pacifiquement afin de garantir que le Congo devienne un véritable État de droit, où règne la justice sociale et la dignité humaine, et où aucun groupe rebelle ne pourra s'emparer du pouvoir en violation des lois congolaises », ont-ils martelé dans leur document. Pour honorer leur mémoire, le mouvement a promis d'organiser des rassemblements pacifiques dans plusieurs villes du pays.

ALEXIS EMBA

»NOUS CONTINUERONS À NOUS MOBILISER ET À NOUS ORGANISER PACIFIQUEMENT AFIN DE GARANTIR QUE LE CONGO DEVIENNE UN VÉRITABLE ÉTAT DE DROIT, OÙ RÈGNE LA JUSTICE SOCIALE ET LA DIGNITÉ HUMAINE, ET OÙ AUCUN GROUPE REBELLE NE POURRA S'EMPARER DU POUVOIR EN VIOLATION DES LOIS CONGOLAISES»

Ambongo froisse les durcs à cuire

« Le dialogue est le maître mot ». C'est ainsi que le cardinal Fridolin Ambongo a conclu dimanche, son homélie à la cathédrale Notre-Dame du Congo. Une messe particulièrement attendue, car il s'agissait de la première célébrée par le prélat depuis l'incursion du M23 soutenu par le Rwanda à Goma. « Notre nation est en danger, ne perdons pas de temps si nous voulons sauver le Congo », a-t-il éveillé, son regard scrutant la foule.

Ses mots, forts et percutants, ont fait écho au sentiment d'urgence palpable ressenti par la population congolaise, face à l'escalade de la violence dans l'est

du pays. Mais au-delà du constat alarmant, l'archevêque de Kinshasa a orienté son discours vers une solution durable : « le dialogue ». Un chemin, explique-t-il, qui passe par la rencontre, « même avec ceux considérés comme des ennemis ». Mais, la phrase énoncée d'une voix calme mais ferme, a fait naître un murmure dans l'assemblée, car elle allait à l'encontre de l'aspiration de plusieurs congolais qui préconisent la confrontation plutôt que la négociation.

-L'INACTION DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE CRITIQUÉE-

Fridolin Ambongo n'a pas seulement adressé un message aux Congolais, mais a également pointé du doigt les Nations unies. Il a réprouvé l'inaction et le double discours de certaines puissances mondiales. « Nous avons l'impression que la communauté internationale tient un double langage alors qu'elle a les moyens pour faire avancer la paix dans la région », a-t-il déploré à la presse à la fin de la célébration eucharistique.

L'homme de Dieu a vivement réitéré son appel à une exploitation équitable des ressources de la RDC, qui profiterait à la fois aux investisseurs et aux Congolais. « Nous ne sommes pas pour des solutions sanctions. Nous sommes plutôt pour des solutions constructives », a-t-il ajouté, en mettant l'accent sur la nécessité de trouver des accords qui bénéficient à tous, « un accord gagnant-gagnant ».



Le cardinal Fridolin Ambongo, archevêque métropolitain de Kinshasa. #Photo Droits tiers

-PACTE SOCIAL, UN PROJET POUR LA PAIX-

Deux institutions religieuses ont lancé un projet ambitieux : l'organisation d'un Forum national sur le consensus, la cohésion et l'unité nationale pour aboutir à un pacte social. Contrairement aux dialogues politiques passés, souvent marqués par des intérêts partisans, celui-ci, d'après ses initiateurs - catholiques et protestants, se veut un espace de rencontre neutre, porteur d'une nouvelle vision pour la paix. L'objectif est de rassembler les acteurs sociopolitiques face aux menaces extérieures, et surtout, face à l'agression du Rwanda et de ses alliés du M23.

-PLATEFORME DE RÉCONCILIATION, LOIN DES INTÉRÊTS POLITIQUES-

À travers cette initiative, les chefs religieux souhaitent dépasser la simple diplomatie et offrir une véritable plateforme de réconciliation. Ce forum, selon la CENCO et l'ECC, ne sera pas influencé par l'agenda des politiciens, mais visera à renforcer les liens entre la société civile, les partis politiques et les acteurs du conflit, y compris les rebelles du M23.

Plusieurs consultations ont déjà eu lieu, impliquant des acteurs majeurs, dont le chef de l'État, Félix Tshisekedi, le président de l'Assemblée nationale, Vital

Kamerhe et son collègue du Sénat, Sama Lukonde. Les échanges se sont également étendus à d'autres acteurs de l'opposition, tels que Martin Fayulu, Delly Sesanga et Adolphe Muzito.

-ÉLAN DE SOLIDARITÉ -

La solidarité des Congolais est manifeste. Une collecte de fonds a été organisée pour soutenir les victimes de la guerre, et plusieurs initiatives de solidarité ont été mises en place par les Églises catholique et protestante. Loin de se limiter à des actions de charité, les deux confessions se sont aussi engagées activement pour une décrispation politique durable.

-SOUTIEN RÉGIONAL-

Le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, lui-même défenseur des solutions africaines aux crises africaines, a salué la reprise prochaine des négociations inclusives entre toutes les parties concernées, y compris le M23, dans le cadre du processus de paix fusionné Luanda-Nairobi. Cette approche, a-t-il indiqué, marque une avancée majeure vers une solution durable à la crise. « En tant qu'Afrique du Sud, nous avons toujours soutenu que la diplomatie était la solution la plus durable à ce conflit. Tout en participant à des missions de maintien de la paix, l'Afrique du Sud prend une part active aux divers efforts diplomatiques visant à mettre fin au conflit dans l'est de la RDC. Il s'agit notamment du cadre de paix, de sécurité et de coopération pour la RDC et la région des Grands Lacs, du processus de paix de Luanda mené par le président de l'Angola et du processus de Nairobi mené par la CAE et facilité par l'ancien président du Kenya, le président Uhuru Kenyatta », a soutenu Ramaphosa.

Pour lui, l'Afrique du Sud, qui a perdu 14 soldats membres de la force régionale de la SADC, SAMIRDC, déployée au Nord-Kivu, s'aligne derrière la proposition des négociations directes entre les parties prenantes au conflit, y compris le M23. Une position qui semble totalement en phase avec celle du cardinal Ambongo, qui voit dans la rencontre des acteurs en conflit la clé pour éviter une guerre prolongée.

MPUTU PATRICK

SCANNEZ
L'info en
continu sur
Ouragan.cd





Augustin Kabuya, secrétaire général de l'Udps. #Photo Droits tiers

Dialogue, le veto de l'UDPS

Le parti présidentiel rejette catégoriquement l'initiative de dialogue lancée par les Églises catholique et protestante. Dans un communiqué publié mardi, l'UDPS dénonce ce qu'elle qualifie de démarche «narquoise», menée par la CENCO et l'ECC dont les prises de position ont, selon elle, toujours trahi une hostilité envers les institutions de la République.

La famille politique du président de la République accuse les leaders religieux à l'origine du projet de vouloir imposer une négociation illégitime avec le M23/AFC, un groupe armé instrumentalisé par Kigali. En tentant de faire siéger ces rebelles aux côtés du gouvernement, affirme la direction du parti, les deux confessions ont violé les cadres diplomatiques établis à Luanda et Nairobi. Pire encore, a-t-elle poursuivi, les deux confessions ont insulté la mémoire

des Congolais massacrés par cette rébellion qualifiée de terroriste par les Nations unies.

-L'INACCEPTABLE INGÉRENCE RELIGIEUSE-

Pour l'UDPS, les pères spirituels ont outrepassé leur rôle en se lançant dans des initiatives politiques qui ne relèvent pas de la mission de l'Église. Le parti au pouvoir rappelle que la RDC est un État laïc et demande aux responsables religieux de

se limiter à prêcher la paix, la cohésion nationale et le respect des institutions légalement établies.

De l'avis des tshisekedistes, le M23/AFC, en tant que groupe armé congolais, a sa place dans le processus de Nairobi, au même titre que d'autres factions rebelles. En revanche, aucun dialogue direct ne peut être envisagé entre le gouvernement et cette organisation pro-rwandaise qui sème la désolation au Nord-Kivu.

-SOUTIEN AUX INSTITUTIONS ET AUX EFFORTS DIPLOMATIQUES-

Face à la dégradation de la situation sécuritaire, marquée par l'invasion de plus de 10 000 militaires rwandais à Goma, les pro-Tshisekedi ont réitéré leur soutien indéfectible aux institutions engagées dans les négociations diplomatiques. De plus, ils appellent à la poursuite des efforts entrepris dans le cadre des processus de Luanda et Nairobi pour trouver une issue pacifique aux conflits.

Sur le plan international, le parti présidentiel exige des sanctions immédiates du Conseil de sécurité de l'ONU contre Paul Kagame et tous les dirigeants rwandais impliqués dans les violations des droits humains en RDC. Aussi, l'UDPS demande à l'Union européenne de suspendre

toute coopération économique avec le Rwanda, notamment dans le secteur des minerais critiques, exploités illégalement au Congo-Kinshasa et revendus sur les marchés internationaux au prix du sang congolais.

-APPEL À LA VIGILANCE ET À L'UNITÉ NATIONALE-

Le parti au pouvoir assure suivre de près l'évolution de la situation sécuritaire et réaffirme sa conviction que le pays sortira victorieuse de cette guerre. Elle exhorte, au même moment, la population à rester soudée autour des institutions et rejette toute tentative de division. Pour le parti présidentiel, c'est par la cohésion et la résistance que le pays préservera son intégrité territoriale et mettra ainsi en échec les manœuvres de déstabilisation venues de l'extérieur.

MPUTU PATRICK

Lourd revers du Rwanda au Conseil de paix et de sécurité de l'UA

Contrecoup économique, sanctions européennes en vue, échec patent au Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine... L'état se resserre sur Kigali. Le Rwanda a fait chou blanc mercredi lors de l'élection des membres du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine. En lice mercredi pour la présidence du CPS, le pays de Kagame a subi un lourd revers face à l'Éthiopie et la Somalie. Le régime despotique n'a obtenu qu'une seule voix.

C'est une défaite cinglante qui sonne comme un isolement diplomatique. R é p u t é s o u t e n i r les groupes rebelles pour agresser ses voisins, le Rwanda semble de plus en plus acculé. Son agression contre la RDC a levé le voile sur un Kagame qui a toujours nié d'alimenter les conflits dans la région. Coincé par plusieurs rapports d'experts des Nations unies sur son implication dans le pillage des minerais de l'est du Congo, le président rwandais glisse doucement du statut d'un leader modèle tant vanté, à celui d'un obstacle au progrès dans les Grands Lacs, bref de toute l'Afrique.

De nombreux analystes de la politique africaine estiment que le soutien avéré du Rwanda aux forces terroristes de l'AFC-M23 et son implication directe dans les conflits armés dans l'est de la République démocratique du Congo ont largement contribué à son isolement diplomatique. « Les accusations de violations des droits de l'homme et de déstabilisation régionale ont poussé les pays africains à se distancer de Kigali. Le vote du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine marque un tournant dans la perception du Rwanda comme un acteur perturbateur plutôt qu'un partenaire fiable », a lâché un activiste des droits de l'homme.

-KAGAME, UN MANIPULATEUR DÉBUSQUÉ-

Jamais Paul Kagame n'a été si malmené. Les offensives diplomatiques de Kinshasa ont mis à mal ses stratégies

et rhétoriques. Le président rwandais, au pouvoir depuis plus de 20 ans, multiplie des sorties médiatiques controversées sur la guerre qui oppose l'armée congolaise aux troupes rwandaises. D'ailleurs lors d'une interview à Jeune Afrique, le dictateur a avoué ses intentions de vouloir mener la guerre jusqu'au bout. Kagame affirme ne pas craindre les sanctions. Le prétendu «homme fort» a visiblement opté pour la déstabilisation de la région.

-L'ALERTE DE BLOOMBERG CONTRE KIGALI-

Dans un article publié le 11 février, l'agence américaine «Bloomberg» a annoncé que le Rwanda risque de subir un contrecoup économique en raison de son soutien aux rebelles qui sévissent dans l'est de la RDC. Le média prévient qu'une éventuelle perte de l'aide concessionnelle ralentirait la croissance du Rwanda, déjà lourdement endetté. La semaine dernière, le Fonds monétaire international (FMI) et S&P Global Ratings ont également tiré la sonnette d'alarme sur le coût financier d'une crise prolongée pour le pays lourdement endetté, tandis que les principaux donateurs, dont le Royaume-Uni, ont mis en garde contre les menaces qui pèsent sur plus d'un milliard de dollars d'aide.

Bloomberg rapporte aussi que «les 620 millions de dollars-obligations du Rwanda à échéance 2031 ont chuté de 2,2% pour atteindre un plus de 81,9 cents le dollar dans la semaine qui a suivi l'entrée des combattants du M23 à Goma.

RICH NTUMBA



Thérèse Wagner a, dans une missive, demandé à la Formule 1 de suspendre les discussions avec le Rwanda pour l'organisation d'un Grand Prix à Kigali. #Photo Droits tiers

La RDC s'oppose au Grand prix de Kigali

La RDC a officiellement demandé à la Formule 1 de suspendre les discussions avec le Rwanda pour l'organisation d'un Grand Prix à Kigali. Cette requête intervient alors que des troupes rwandaises occupent une partie de l'est congolais, entraînant une crise humanitaire de grande ampleur.

JDans une lettre adressée à Stefano Domenicali, président directeur général de la F1, la ministre d'État en charge des Affaires étrangères, Thérèse Kayikwamba Wagner, a dénoncé les hérésies «du régime autocratique et expansionniste de Kigali». Elle l'accuse d'être responsable du déplacement de plus de 700 000 personnes depuis le début de l'année 2025.

-UN CONTEXTE DE CRISE ET DE TENSIONS RÉGIONALES-

Les relations entre Kinshasa et Kigali sont marquées par une hostilité croissante, exacerbée par la présence de milliers de soldats rwandais dans le Nord et Sud-Kivu. Selon l'ONU, environ 4 000 soldats rwandais opèrent illégalement en RDC, violant la souveraineté nationale. Kayikwamba a ainsi rappelé que «la culpabilité du Rwanda dans le conflit et dans l'exploitation économique» ne faisait l'ombre d'aucun doute.

Dans sa correspondance, elle interpelle directement les instances dirigeantes de la F1. «La Formule 1 désire-t-elle vraiment que sa marque soit salie par une association entachée de sang avec le Rwanda? Est-ce vraiment le meilleur pays pour représenter l'Afrique dans le sport automobile mondial?», a-t-elle fait savoir.

-LE FINANCEMENT DU GRAND PRIX EN QUESTION-

Au-delà des accusations politiques et militaires, la cheffe de la diplomatie congolaise soulève la question des financements mobilisés par Kigali pour organiser un tel événement. Elle rappelle que l'ONU a mis en évidence un pillage massif des ressources minières congolaises par le Rwanda, ce qui rapporterait à Kigali un milliard de dollars chaque année. En dénonçant ces «minerais de sang» servant potentiellement à financer le Grand Prix, la RDC cherche à alerter l'opinion internationale sur les conséquences de l'instabilité dans l'est congolais.

-UN APPEL À PRIVILÉGIER UN AUTRE PAYS AFRICAIN-

Si la ministre d'État salue l'initiative d'un Grand Prix sur le continent africain, elle regrette que la F1 envisage de collaborer avec le Rwanda. Elle propose ainsi en alternative l'Afrique du Sud, qui dispose déjà d'infrastructures adaptées pour accueillir une telle compétition. «Il ne s'agit pas de choisir le Rwanda seulement pour satisfaire à la mode d'un régime avec lequel vous cherchez à faire des affaires», a-t-elle soutenu. Dans cette interpellation, la membre du gouvernement Suminwa a invité Stefano Domenicali à une rencontre pour discuter des réalités du terrain et fournir des informations actualisées sur la situation au Nord-Kivu. Alors que la Formule 1 n'a pas encore officiellement répondu à cette requête, la pression politique et médiatique autour du projet du Grand Prix de Kigali ne cesse de s'intensifier.

MUGISHO BASHOMBA



Le dirigeant rwandais, Paul Kagame. #Photo Droits tiers

Le Parlement européen demande à Bruxelles de frapper Kigali

Les lignes bougent. Réunis jeudi à Strasbourg, les députés européens ont majoritairement voté la résolution sur l'agression rwandaise contre la RDC. Proposé collectivement par les groupes The Left, S&D, Renew, PPE, Verts/ALE et ECR, le texte exige la suspension de l'accord minier de l'Union européenne avec le Rwanda, le gel de l'aide militaire et le retrait des troupes rwandaises du territoire congolais.

Adoptée par 443 voix pour, 4 contre et 48 abstentions, la résolution du Parlement européen sur la situation sécuritaire en RDC exhorte le Conseil de l'UE à renforcer les sanctions contre les hauts responsables des Forces rwandaises de défense (RDF) en raison de graves exactions commises dans l'est de la République démocratique du Congo.

Les eurodéputés ont, dans la même résolution, condamné fermement l'occupation de Goma et d'autres territoires dans l'est de la RDC par l'armée rwandaise et le M23, qui constitue une violation inacceptable de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la RDC. Ils ont fermement pressé le gouvernement rwandais de retirer ses troupes du territoire congolais, étant donné que cette agression est une violation manifeste du droit international et de la charte des Nations unies. Les parlementaires exigent que le Rwanda et tous les autres agents étatiques de la région cessent de soutenir le M23.

Le Parlement européen se dit consterné par l'utilisation choquante de la violence sexuelle contre les femmes

et les filles comme outil de répression et arme de guerre dans l'est de la RDC, ainsi que par le recrutement inacceptable d'enfants soldats par les différents groupes rebelles notamment le M23. « ... exige que ces questions soient traitées sans délai par la communauté internationale. Le Parlement réaffirme avec force que toute attaque contre des forces mandatées par les Nations unies est inexcusable et pourrait être considérée comme un crime de guerre », détaille le texte.

La résolution invite aussi tous les acteurs à accroître la transparence et à interdire de manière effective l'entrée dans l'Union européenne de tous les minerais pillés dans la partie orientale du Congo-Kinshasa.

« Le Parlement européen invite la Commission et les États membres à veiller à une application rigoureuse du règlement en vigueur sur les minerais provenant de zones de conflit et invite la Commission à proposer une révision des règles de l'Union en vue de garantir le respect des normes les plus élevées en matière de traçabilité et de transparence ; note que le contrôle parlementaire et la participation de la société civile à la préparation, à la signature et à la mise en œuvre des protocoles d'accord sur les matières premières et des feuilles de route sont essentiels à un processus inclusif doté d'un contrôle adéquat et doivent être intégrés au protocole d'accord », ajoute le texte.

Ferme et sans complaisance, le Parlement européen demande

l'annulation des championnats du monde de cyclisme sur route de l'Union cycliste internationale organisés en 2025 à Kigali si le Rwanda ne modifie pas sa position.

-DES SANCTIONS CONTRE LES OFFICIERS MILITAIRES RDF-

Des mesures punitives ciblées ont été réclamées contre quelques officiers militaires rwandais impliqués dans de graves exactions commises récemment par leurs forces dans les provinces du Nord et Sud-Kivu. Il s'agit du général de division Eugène Nkubito, commandant de la 3e division des RDF, le général de division Ruki Karusisi, commandant de la force spéciale des RDF, ainsi que du général de division Emmy Ruvusha, commandant des forces de sécurité du Rwanda.

Selon l'ONU, près de 120 tonnes de coltan sont déplacées chaque mois par le M23 vers le Rwanda. Le M23 est financé par des revenus d'environ 288 000 euros mensuels issus de son contrôle du commerce des minerais en RDC.

RICH NTUMBA



Le Parlement européen demande à l'Union européenne de sanctionner le Rwanda pour des exactions commises par ses troupes sur le sol congolais. #Photo Droits tiers



» ... EXIGE QUE CES QUESTIONS SOIENT TRAITÉES SANS DÉLAI PAR LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE. LE PARLEMENT RÉAFFIRME AVEC FORCE QUE TOUTE ATTAQUE CONTRE DES FORCES MANDATÉES PAR LES NATIONS UNIES EST INEXCUSABLE ET POURRAIT ÊTRE CONSIDÉRÉE COMME UN CRIME DE GUERRE —

EFFORT DE GUERRE

Le FPI lance l'opération de contribution volontaire

Le Fonds de promotion de l'industrie (FPI) lance une opération de contribution volontaire pour soutenir l'effort de guerre. Le directeur général du FPI, Bertin Mudimu Tshisekedi a réuni jeudi tous les agents et cadres au siège de cet établissement public à Kinshasa pour collecter les fonds destinés à soutenir les Forces armées de la République démocratique du Congo et la population meurtrie dans la partie-est du pays.

Cette initiative interne intervient quelques jours après une réunion entre le ministre de l'Industrie, Louis Watum Kabamba et les différents services sous sa tutelle. Ayant apprécié l'idée du ministre, le DG Mudimu l'a répercutée auprès du personnel de son entreprise.

Il faut noter que cette contribution n'est pas obligatoire mais volontaire. Elle vise à donner le souffle aux FARDC et un ouf de soulagement à la population du Kivu qui subit, depuis 30 ans, les les affres de la guerre.

Prêchant par l'exemple, le DG Mudimu a donné une enveloppe consistante. Il a été suivi par la DGA Djena Bassiala Nlandu et plusieurs directeurs. Quant aux agents et cadres n'ayant pas contribué sur-le-champ, promesse leur a été faite sur la poursuite de l'opération. A cet effet, la direction des Ressources humaines a été chargée de superviser la suite de cette collecte de charité et de solidarité pour soutenir l'effort de guerre.

FPI



Le directeur général du FPI, Bertin Mudimu Tshisekedi et son adjointe, Bassiala Nlandu Djena lors du lancement de l'opération de contribution volontaire. #Photo Droits tiers

HYDROCARBURES

RDC - Trafigura : vers le développement du secteur énergétique

Pour l'exercice 2025, le ministre des Hydrocarbures, Guy-Aimé Sakombi Molendo, tient à réaliser au minimum 689 024 315 952 FC, soit 233 219 711,60\$US des recettes au taux budgétaire de 2954,4FC/\$, auprès des pétroliers producteurs. Son propre ministère doit réaliser, au bas mot, 116 553 064,85\$US dans le domaine de l'exploitation du brut, outre les assignations de 35 795 549,26\$US à travers différentes taxes, en tant que service d'assiette.

Pour y parvenir, Sakombi Molendo qui a pris le pari de faire du secteur des hydrocarbures, un secteur porteur de croissance et créateur d'emplois, s'est allié la firme Trafigura, l'un des leaders mondiaux du négoce des matières premières. Genève, capitale helvète, a vu, le 5 février 2025, Sakombi Molendo et le CEO de Trafigura, Richard Holtum, signer un mémorandum d'entente visant à renforcer la collaboration dans plusieurs domaines stratégiques. Il s'agit notamment du développement du secteur pétrolier amont en RDC, afin de dynamiser le secteur de l'exploitation des ressources en hydrocarbures. Le mémorandum porte aussi sur la mise en place d'infrastructures stratégiques

pour la distribution du carburant, garantissant un approvisionnement fiable et efficient pour le pays. Le patron des hydrocarbures a prévu, dans son canevas des stratégies pour l'exercice 2025, d'associer la DGI, la DGRAD et le Conseil permanent de la comptabilité au Congo (CPCC) dans des missions de contrôle auprès des pétroliers producteurs, question de faire la lumière sur la production pétrolière et les charges d'exploitation des entreprises pétrolières, Perenco Rep et consorts. Les recettes des pétroliers producteurs sont, en effet, calculées sur base des déclarations des opérateurs et prennent en compte une production journalière de 22 072 barils pour les deux groupes (on-shore et off-shore), un prix moyen du baril de 85,8 USD après décote et des frais du terminal de 2,5 USD le baril.

Depuis 1970, la production de l'or noir de la RDC stagne dans les 20 000 barils/ jour on-shore et offshore confondus. Une année avant soit en 1969, l'État a renouvelé à neuf reprises la convention d'exploitation pétrolière avec des producteurs sous couverts de Perenco., mais le flux des recettes escomptées n'est jamais au rendez-vous. Juillet 2015, l'alors Premier ministre, Augustin Matata Ponyo Mapon a dit vouloir recruter trois cabinets de consulting pour auditer les entreprises pétrolières. 9 ans après, l'État n'a rien rendu public quant à ce. Et régulièrement, les régies financières, qui s'estiment désabusées par les pétroliers producteurs sur le principe convenu de sincérité des chiffres, annoncent des missions de contrôle dans des pays où le brut congolais est exporté et/ou vendu. Mais, jamais un rapport n'a été publié sur ce.

Le ministère congolais des Hydrocarbures et la firme Trafigura vont également s'employer pour une collaboration étendue avec l'Angola pour l'ouverture de nouveaux corridors d'importation, renforçant ainsi les échanges régionaux. Il sied de rappeler que Sakombi Molendo a déjà été à Luanda pour asseoir le contrat d'exploitation du brut dans la zone d'intérêts communs (ZIC) sur des bases d'une collaboration win-win. 12 ans après la signature du contrat ZIC, dans son rapport inhérent à la loi de finances 2018, la commission ECOFIN et de contrôle budgétaire de l'Assemblée nationale déplore que Kinshasa et Luanda n'aient jamais conclu un quelconque traité ou convention en ce sens, sinon que la Société nationale des hydrocarbures (SONAHYDROC), ex-COHYDRO, pour la partie congolaise, et la Sonangol, pour la partie angolaise, n'ont convenu que d'un liminaire d'un accord de partenariat en 2006. Comment pouvait-il en être autrement, quand le ministre en charge du Pétrole et gaz de l'époque, négociateur du ZIC, Lambert Mende Omalanga a nié toutes les garanties et des avantages au profit de la RDC qu'il vantait antérieurement... devant l'Assemblée nationale. « Ai-je dit ça moi! », s'emportait., le président Kamerhe en est resté ébahi. Juin 2023, Didier Bidimbu, prédécesseur de Sakombi, était à Luanda pour négocier les conditions d'exploitation de l'or noir du ZIC. Plus aucune suite. Sinon que près d'une année plus tôt, en août 2022, la Banque mondiale a démontré dans un rapport aux autorités congolaises combien, entre 2009 et 2021, la RDC a manqué d'encaisser 78,8 milliards \$US suite à l'exploitation par l'Angola des blocs pétroliers situés dans les zones maritimes auxquelles la RDC a pourtant droit en toute souveraineté ! Prenant en compte la production du pétrole et du gaz, la Banque mondiale soutient que ses estimations pourraient être en-deçà de ce que son pompe et gagne l'Angola. Le rapport de la Banque mondiale a déjà été remis au Conseil présidentiel de veille stratégique CPVS, dirigé par François Muamba Tshishimbi.

Le document met en exergue les blocs 15, 15/06 et 31 situés au Kongo central. Produisant jusqu'à 500 000 barils par jour, le bloc 15 à lui seul, est en même de faire basculer les revenus jusqu'à une exponentiation plus que prévue. Pourtant c'est dès la fin des années 1990, même sous Mobutu que l'Angola tire profit de cette manne. Son exploitation s'est poursuivie par ENI, TotalEnergies, et Galp avant de passer à Somoil, ExxonMobil ou encore à Chevron.

Le mémo convenu entre le ministère des Hydrocarbures et Trafigura s'inscrit dans une vision commune visant à accroître l'indépendance énergétique de la RDC et à renforcer le contrôle des flux pétroliers pour lutter contre la fraude. « Cette collaboration marque une étape importante dans notre engagement à soutenir le développement économique et énergétique de la RDC. Nous sommes fiers de contribuer à des initiatives qui renforcent la résilience et l'autonomie du pays », a déclaré un membre du staff managérial de Trafigura. « Ces projets structurants permettront non seulement de sécuriser l'approvisionnement en énergie, mais aussi de créer des opportunités économiques pour les populations locales », s'est félicité Sakombi Molendo.

POLD LEVI



Le ministre congolais des Hydrocarbures, Aimé Molendo Sakombi et le CEO de Trafigura, Richard Holtum, lors de la signature du mémorandum d'entente à Genève en Suisse. #Photo Droits tiers



Max Seke, chef de travaux à l'Université de Kinshasa et médaillé d'or au conclave du génie scientifique congolais, tenant des roches calcaires devant le concasseur à mâchoires dans la carrière de Kiasi-Kolo, à Mbanza-Ngungu. #Photo Ouragan.

Max Seke, l'expert qui veut redonner vie à la carrière de Kiasi-Kolo

La carrière de Kiasi-Kolo, jadis bastion de la production de ballast (matériau granulaire, composé de pierres concassées, de graviers ou de roches, utilisé dans les infrastructures ferroviaires) et poumon économique de Mbanza-Ngungu dans le Kongo central, est aujourd'hui plongée dans l'oubli. Plus d'eau potable, plus d'électricité, des machines rongées par la rouille et des routes déchirées par les intempéries. Au cœur de cette désolation, une lueur d'espoir s'allume : Max Seke Vangu. L'expert en génie scientifique a redonné espoir à cette communauté fin janvier dernier.

Deux jours durant, le chercheur a sillonné les ruelles cabossées, touché les machines abandonnées et échangé avec les habitants résignés. Son projet est d'installer des panneaux solaires, rénover les maisons et exploiter durablement les ressources naturelles de la région. « La valorisation de la carrière est l'une des solutions pour sécuriser l'alimentation en eau potable », affirme-t-il.

Les maisons actuelles, construites avec de l'amiante, posent un sérieux problème sanitaire. « L'amiante est un poison silencieux. En Europe, elle a causé des ravages, notamment avec la silicose. Ici, il est urgent de protéger la population », prévient-il.

-LE QUOTIDIEN D'UN ABANDON-

À Kiasi-Kolo, la vie est un défi quotidien. Chaque matin, femmes et enfants descendent aux sources naturelles pour puiser une eau incertaine. Le chemin est long, glissant, dangereux. « On n'a pas de choix », murmure Amina, mère de quatre enfants. Les infrastructures, autrefois fierté de la ville, sont aujourd'hui fantomatiques. Le concasseur à mâchoires, qui broyait sans relâche les roches calcaires, est désormais figé, recouvert d'une épaisse couche de poussière. Le cribleur, censé trier le ballast, est rouillé et silencieux.

-RICHESSE OUBLIÉE-

Pourtant, Kiasi-Kolo regorge un trésor : des calcaires durs, recherchés par les cimentiers. « Cette pierre est d'une grande valeur, notamment dans la construction et la décoration », explique Exaucé Nsiku Luzitusu, étudiant en Architecture. Lors d'une campagne de sensibilisation organisée par l'Université Kongo, il a découvert le potentiel inexploité de cette ressource. L'étudiant Isaac Kindembo de

la Polytechnique, partage cette indignation. « Ces machines abandonnées pourraient relancer la production et créer des emplois. Pourquoi ce gaspillage ? », s'interroge-t-il, les yeux fixés sur les engins rouillés.

-SCTP, ENTRE PANNE ET ESPOIR-

La délégation conduite par Max Seke a fait étape aux ateliers centraux de la SCTP. Là, le constat est amer : locomotives immobilisées, rails défectueux, et demande

en ballast inexistante. « Sans entretien, les machines s'usent et l'activité s'éteint », déplore Katalu, responsable du site. Et pourtant, explique-t-il, la relance de la carrière de Kiasi-Kolo pourrait non seulement revitaliser l'économie locale, mais aussi alimenter les besoins en matériaux pour les infrastructures nationales.

-L'ESPOIR PERMIS -

La modernisation de ce site, situé à 149 km de Kinshasa, est

un défi de taille. Max Seke en est conscient, mais il reste déterminé. « Cette carrière, c'est la clé. Si on l'exploite correctement, on pourra non seulement fournir de l'eau et de l'électricité, mais aussi dynamiser l'agriculture et les échanges commerciaux », assure-t-il. Derrière ses mots, il y a une vision : celle d'un Kiasi-Kolo vivant, moderne, connecté. Une ville où les enfants n'auraient plus à risquer leur vie en allant chercher de l'eau. Une contrée qui, enfin, sortirait de l'ombre.

SARAH KANGU

Des chantres gospel organisent un concert pour la paix

Des chantres de la musique gospel organisent une soirée de prière et de louange ce vendredi 14 février au Jardin botanique de Kinshasa. Placée sous le thème «Ntolo na se pona Congo» (Poitrine à terre pour le Congo), la manifestation vise à implorer la paix et la guérison des âmes, en particulier pour les populations de l'est de la RDC, meurtries par des violences incessantes.

En ce jour dédié aux amoureux, les voix du gospel congolais s'uniront dans une même ferveur pour prier en faveur de la situation sécuritaire et humanitaire dramatique qui sévit dans l'est du pays. Micheline Shabani, initiatrice de l'événement, exprime toute sa détermination. «C'est dans un esprit de solidarité et d'unité que nous nous rassemblerons, le vendredi 14 février, pour chanter et prier ensemble pour la fin de la violence, la restauration de la paix et la guérison des cœurs meurtris dans l'est de notre pays. Que nos prières montent vers le ciel et touchent ceux qui en ont le plus besoin», a-t-elle fait savoir.

Le concert réunira une dizaine de figures majeures du gospel

congolais, parmi lesquelles Micheline Shabani, L'or Mbongo, Alda Mahunga, Rose Yendema, Cisca Duduline Mabionzo, Chalida, le couple Buloba, Hyacinthe Esambe, la prophétesse Esther Bethie, Gisèle Misasi, Esther Akawa, Feza, Péguy Kunda et Onesie Myriam. Ces talentueuses artistes offriront un répertoire de chants puissants d'adoration et de louange, insufflant une dimension spirituelle forte à cette initiative de paix.

Au-delà de la prière et du chant, la soirée se veut aussi un appel vibrant à l'unité nationale. Elle exhortera toutes les Congolaises et tous les Congolais à se mobiliser pour implorer le Seigneur pour la fin des conflits dans l'est du pays et encourager la réconciliation dans le pays.

REBECCA BÉKOMBE



L'affiche du concert «Ntolo na se pona Congo». #Photo Droits

Dena Mwana : un souffle gospel au Parc des expositions d'Abidjan

Abidjan vibrera au rythme du gospel le 20 avril avec Dena Mwana. La chanteuse congolaise, voix incontournable de la musique chrétienne francophone, investira le Parc des expositions pour un concert exceptionnel devant 11 000 spectateurs.

«**C**omme annoncé, avec la grâce de Dieu, on se donne rendez-vous pour un moment unique de la célébration de Pâques», a-t-elle écrit sur sa page Facebook. Un message à son image : empreint de ferveur et d'espérance.

De Souffle, qui a 23 millions de vues sur Youtube, à Mon Rédempteur en passant par Yahweh, ses titres résonnent comme des hymnes universels, transcendant les frontières et les générations. Son timbre puissant, sa présence scénique habitée et son énergie communicative promettent un spectacle grandiose.

Abidjan, terre d'accueil des plus grandes voix gospel, s'appête donc à communier avec celle qui, depuis plus d'une décennie, touche les cœurs et élève les âmes. Un rendez-vous à ne pas manquer.

MUGISHO BASHOMBA



Dena Mwana s'appête à enflammer la scène du Parc des expositions d'Abidjan. #Photo Droits tiers

Gims prolonge l'adieu, «Le dernier tour» s'étend jusqu'en décembre 2025

Le rappeur congolais à la voix d'or prolonge «Le dernier Tour» avec une série de nouvelles dates en 2025. Et pas des moindres : Paris La Défense Arena accueillera le maestro le 20 décembre pour ce qui s'annonce comme un grand final.

Après une tournée déjà historique en 2024, le rideau ne tombera pas sans un dernier tour de force. De Bordeaux à Marseille, en passant par Genève, Lyon et Montpellier, Gims embrasera les plus grandes salles hexagonales et suisses. L'Arkéa Arena, le Zénith de Toulouse, le LDLC Arena de Lyon-Décines ou encore le Sud de France Arena de Montpellier verront défiler les foules, prêtes à entonner les classiques du leader de la Sexion d'Assaut.

Cet adieu prolongé est aussi un témoignage de la ferveur populaire

qui accompagne l'artiste. Après des années de règne incontesté sur la scène francophone, Gims promet une apothéose à la hauteur de sa carrière.

Le compte à rebours est lancé : les préventes débutent sur GIMSTOUR.COM, tandis que la mise en vente générale aura lieu le 10 février à 14h. Ceux qui ont manqué la première vague ont une chance inespérée d'attraper ce dernier train. Une certitude demeure : le rideau se fermera sur une ovation.

MUGISHO BASHOMBA



Gims prolonge Le dernier tour. #Photo Droits tiers

CAN U20 : les Léopardesaux fixés sur leurs adversaires

L'équipe nationale junior de la République démocratique du Congo connaît ses adversaires pour la phase finale de la 24e édition de la Coupe d'Afrique des nations de moins de 20 ans. Le tirage au sort a eu lieu jeudi 13 février 2025 au siège de la Confédération africaine de football au Caire en Égypte.

Après avoir remporté le tournoi zonal de l'Union des fédérations de football d'Afrique centrale (UNIFFAC), les Léopards juniors ont hérité des adversaires plus qu'abordables. Tirés dans le groupe A, les jeunes fauves congolais croiseront le fer avec la Côte d'Ivoire, pays organisateur, le Ghana, la Tanzanie ainsi que le deuxième qualifié de la zone de l'UNIFFAC.

Le dernier qualifié sera connu bientôt puisque le Congo-Brazzaville a été disqualifié suite à la sanction infligée à la Fédération congolaise de football (FECOFOOT) par la Fédération internationale de football association (FIFA). La CAN U20 se déroulera du 26 avril au 18 mai 2025 en terre ivoirienne. La RDC avait validé sa qualification après sa victoire finale au tournoi qualificatif de la zone UNIFFAC en août 2024 à Brazzaville.

A l'issue de la phase de groupes, les deux meilleures équipes de chaque groupe ainsi que les deux meilleurs troisièmes auront leurs tickets pour les quarts de finale, et la compétition se poursuivra sous un format à élimination directe. Les 4 demi-finalistes seront directement qualifiés à la prochaine Coupe du monde FIFA des moins de 20 ans prévue du 27 septembre au 19 octobre 2025 au Chili.



Les Léopards U20 lors de leur victoire face aux Diables Rouges U20 du Congo-Brazzaville pour le tournoi zonal de l'UNIFFAC. #Photo Bienvenue Dumbi

Onze ans après, le sélectionneur national Guy Bukasa et ses garçons retrouvent cette compétition continentale réservée aux juniors qu'ils n'avaient plus disputée depuis 2013 au Sénégal.

-TIRAGE AU SORT CAN U20-

Groupe A : Côte d'Ivoire, RDC, Ghana, Tanzanie, deuxième représentant UNIFFAC ;

Groupe B : Nigéria, Égypte, Afrique du Sud, Maroc ;
Groupe C : Sénégal, Zambie, Kenya, Sierra Leone ;

DAN KALALA KALAMBAY

Mercato : Kakuta en Turquie après une saison ratée en Iran

Gaël Kakuta va tenter de se relancer en Turquie. Le milieu congolais, libre après la résiliation de son contrat avec le club iranien d'Esteghlal Fc, s'est engagé avec Sakaryaspor, une équipe de deuxième division turque pour un contrat d'un an et demi.

Son aventure en Iran n'aura duré seulement que 5 mois. Le Léopard n'a pas pu s'imposer en Iran Pro League (D1) avec les Bleu et blanc. Kakuta n'a joué que 16 matchs avec une seule passe décisive réussie. Une performance moins convaincante et loin des attentes placées en lui.

L'ex-joueur de Chelsea Fc, 33 ans, a beaucoup d'expérience, incontestablement. Il a décidé de rebondir en TFF. Lig (D2/Turquie) pour se relancer. Gaël Kakuta va tenter d'aider la formation de Sakaryaspor (actuellement 16e au classement) à éviter la relégation. Son nouveau club a officialisé dimanche 9 février son transfert pour une saison et demie.

DAN KALALA KALAMBAY

Boxe : 10 combats au menu du gala Bomoko Fight

Des combats professionnels et amateurs de boxe seront organisés le 1er mars 2025 dans la salle Congo loisirs de la Gombe à Kinshasa par l'Association des sportifs sans frontières, à l'occasion de la 2e édition du gala amical du noble art dénommé «Bomoko Fight».

Un événement d'exhibition de boxe pour transmettre des énergies positives. Il mettra en valeur des boxeurs congolais professionnels avec 10 grosses affiches au menu lors de cette soirée dans les deux versions (féminine et masculine). Chez les messieurs, le combat principal s'annonce ainsi explosif et très attendu. Il opposera Bienvenu Ngimbi à Ndjoli Ekofo dans la catégorie light. Chez les dames, Ndaya

Tshibangu sera face à Ebenne Niati en main event dans la même catégorie.

Les amoureux de la boxe congolaise trépignent d'impatience. La deuxième édition de Bomoko Fight s'annonce assurément étincelante avec un grand spectacle digne du noble art. Les billets pour assister à ce grand événement sportif sont déjà disponibles à travers ces numéros de contact +243 823 037 811; +243 975 520 915; +243 822 397 718.

DAN KALALA KALAMBAY

COMMUNIQUE NECROLOGIQUE

L'Inspection Générale des Finances et la famille IPAN ont le regret de vous annoncer le décès du Chef de Bureau APO IPAN ANSH, survenu le vendredi 07 février 2025 à Kinshasa de suite d'une maladie.

A cet effet, le programme des obsèques se présente de la manière suivante :

- * Du Jeudi 13 au dimanche 16 février 2025 : Recueillement à partir de 17h00, dans la salle KADJE, situé au numéro 70 de l'avenue Victoire, direction ASSOSA-SHABA, dans la commune de KASA-VUBU ;
- * Lundi 17 février 2025 : Veillée mortuaire dans la salle Via Nova sur prince de liège ex avenue SHAUMBA ;

Mardi 18 février :

- * 9h00 : Levée du corps de la morgue du cinquantenaire pour le recueillement dans l'enceinte de l'hôpital du cinquantenaire.
- * 09h30 : Hommages des collègues de service, des membres de famille ainsi que des amis et connaissances ;
- * 10h30 : Témoignages et oraison funèbre, IGF, RTNC, UPN ;
- * 12h00 : Levée du corps pour l'inhumation au cimetière Nécropole 1 ;
- * 17h00 : Bain de consolation dans la salle VIA NOVA.

Que son âme repose en paix

12 JUILLET 1969

7 FEVIER 2025

Repose en Paix

Appo IPAN

Division Communication/Presse IGF

Son engagement, son professionnalisme et sa sollicitude marqueront à notre service à jamais. En ce moment de dure épreuve pour tous, la Division Communication et Presse de l'IGF présente des sincères condoléances à la famille biologique IPAN, à ses proches et à l'ensemble du personnel de l'IGF.